

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.
-----ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales, le 27 février 1989, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet de loi "relatif à l'élection du Parlement européen", a donné le 2 mars 1989 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 27 februari 1989 door de Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de verkiezing van het Europese Parlement", heeft op 2 maart 1989 het volgend advies gegeven :

Vu le court délai dont il dispose, le Conseil d'Etat, section de législation, se borne à formuler les observations générales suivantes en renvoyant, pour le surplus, aux avis qui ont été donnés sur le projet de loi qui est devenu la loi du 16 novembre 1978 (1) et sur le projet de loi qui est devenu la loi du 27 février 1984 (2).

1. La loi du 16 novembre 1978 relative aux élections du Parlement européen n'était applicable que "pour le premier suffrage universel direct du Parlement européen" (article 36). La loi du 27 février 1984 n'était d'application que "pour le second suffrage universel direct du Parlement européen" (article 48).

Suivant l'exposé des motifs (p. 1), "le projet n'est d'application qu'à la prochaine élection du Parlement européen". Contrairement aux deux lois précédentes, cette restriction ne se retrouve pas dans le dispositif du projet. Il convient d'éliminer tout doute quant à la question de savoir, si le projet, une fois adopté, régira ou non toutes les élections ultérieures jusqu'à l'entrée en vigueur d'une procédure uniforme pour tous les Etats membres des Communautés européennes prévue par l'article 7 de l'Acte portant élection des représentants à l'Assemblée au suffrage universel direct, annexé à la décision du Conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976, approuvé par la loi du 28 mars 1978. Pour tenir compte de l'intention du Gouvernement, il est proposé de compléter le projet par une disposition s'inspirant de l'article 36 de la loi du 16 novembre 1978 et de l'article 48 de la loi du 27 février 1984.

.../...
(1) Chambre, session 1977-1978, doc. n° 195/1, pp. 5 à 7.
(2) Chambre, session 1983-1984, doc. n° 821/1, pp. 15 et 16.

2. En vertu de l'article 11 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, les premières élections pour le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale ont lieu le même jour que les élections pour le Parlement européen.

La loi du 12 janvier 1989 réglant les modalités de l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale contient un certain nombre de dispositions particulières organisant l'élection simultanée du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale et du Parlement européen (articles 22 à 28).

Toutefois, de nombreuses dispositions de la loi en projet ne coïncident pas exactement avec celles prévues par la loi précitée du 12 janvier 1989 pour l'élection du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale.

Il appartient au Gouvernement et au Parlement d'apprécier si une plus grande uniformité ne serait pas souhaitable.

3. La loi en projet reproduit, pour la plus grande partie, les dispositions de la loi du 27 février 1984 relative à l'élection du Parlement européen.

Dans le présent avis, seuls seront examinés les articles qui ont fait l'objet de modifications autres que des modifications de délai, par rapport aux articles correspondants de la loi du 27 février 1984.

.../...

Selon l'exposé des motifs et les déclarations du fonctionnaire délégué, seuls sont nouveaux les articles 1er à 4, 10, 11, 16, 20 à 22, 24, 30, 41 et 42.

EXAMEN DU TEXTE.

Dispositif.

Article 1er.

Paragraphe 1er.

A l'alinéa 2, par souci de concordance avec le texte néerlandais, il faut utiliser, dans le texte français uniquement, les mots "au jour" à l'exclusion des mots "à la date".

Cette remarque vaut pour les autres articles qui utilisent les mêmes termes.

Paragraphe 2.

Dans la phrase liminaire, les mots "en faveur des listes belges" doivent être remplacés par les mots "en faveur de candidats figurant sur les listes belges".

Au 1° du paragraphe 2 du même article, sont utilisés les mots "résidence effective".

.../...

Suivant le fonctionnaire délégué, ces termes sont ceux utilisés par le département de l'Intérieur.

Selon l'arrêté royal du 18 mars 1981 qui a modifié l'arrêté royal du 1er avril 1960 réglant la tenue des registres de population, les termes "résidence habituelle" ont été remplacés par les termes "résidence principale". Dans un souci d'uniformité, il se recommande donc d'utiliser ces derniers mots.

La même observation vaut pour d'autres articles et, notamment, pour l'intitulé de la section II du chapitre II, où les mots utilisés sont "résidence effective" et pour l'article 5, alinéa 2, 3°, qui vise "le séjour à titre habituel".

+

L'article 8 de l'Acte portant élection des représentants à l'Assemblée au suffrage universel direct précité dispose expressément que "lors de l'élection des représentants à l'Assemblée, nul ne peut voter plus d'une fois". Il faut, dès lors, essayer de trouver des solutions permettant d'éviter qu'un électeur émette deux votes dans deux Etats différents.

Il est suggéré de s'inspirer de l'article 19, § 1er, 3°, de la loi du 27 février 1984 et de remplacer l'article 17, § 1er, 3°, par le texte suivant :

.../...

"une déclaration que l'électeur ... (comme au projet) et aux termes de laquelle il s'engage sur l'honneur à ne pas faire usage de son droit de vote dans l'Etat membre où il réside, dans la mesure où il disposerait de ce droit".

Il convient de remplacer les mots "la formule" par les mots "la déclaration". En outre, il y a lieu de préciser à l'article 1er, § 3, que la sanction ne s'applique pas seulement aux Belges qui auraient voté deux fois en Belgique, mais aussi aux Belges qui votent à l'étranger et une seconde fois en Belgique.

Cette précision devrait être apportée dans le texte.

Le texte sous 1° b, du même paragraphe vise les personnes qui sont dispensées d'inscription. Il serait plus clair que, dans l'exposé des motifs, soient indiquées les personnes qui bénéficient d'une telle dispense.

Au texte sous d) du même paragraphe, il est prévu que les ressortissants des autres Etats membres de la Communauté européenne, s'ils ont fait l'objet d'une condamnation ou d'une décision prononcée par une juridiction étrangère encourent l'exclusion ou la suspension du droit de vote.

.../...

La première question qui se pose à propos de cette disposition est celle de savoir ce qu'il faut comprendre par "juridiction étrangère", car, en effet, il pourrait s'agir soit exclusivement de décisions de tribunaux de pays membres de la C.E.E., soit de décisions prononcées par des tribunaux d'autres pays qui ne sont pas membres de la C.E.E.

Le texte doit être précisé sur ce point.

D'autre part, le texte de l'alinéa 2 sous e) vise la décision d'une juridiction étrangère, qui est exécutoire en Belgique. Les décisions de certains pays qui sont liés à la Belgique par des conventions internationales sont exécutoires d'office, mais il n'en est pas de même pour les décisions judiciaires prononcées dans des pays qui ne sont pas liés à la Belgique par une convention; dans ce cas, il faut que la décision étrangère, pour être exécutoire en Belgique, soit exequaturée au préalable.

De plus, les décisions des juridictions pénales situées à l'étranger ne sont pas, en principe, exécutoires en Belgique.

Sur ce point aussi, il conviendrait d'apporter des précisions, sinon dans le texte du moins dans l'exposé des motifs.

Enfin, le projet n'instaure aucun moyen de contrôle permettant de vérifier si les ressortissants d'un autre Etat membre font ou non l'objet d'une condamnation ou d'une décision prononcées par une juridiction étrangère.

.../...

L'article 13 du Code électoral organise un système de vérification par le bourgmestre des décisions belges, mais aucune procédure n'est prévue en ce qui concerne les décisions prononcées par un tribunal étranger, ce qui rend, à tout le moins, malaisée la vérification d'éventuelles décisions ou condamnations prononcées par des tribunaux de pays étrangers à l'égard de personnes étrangères se trouvant en Belgique et appelées à participer au scrutin en vue de l'élection du Parlement européen.

Suivant le texte, sous 2°, e) au même paragraphe, le ressortissant étranger doit introduire une demande auprès de l'administration communale au plus tard le premier jour du deuxième mois qui précède celui au cours duquel l'élection a lieu. Or, en vertu de l'article 4, c'est le même jour que le collège des bourgmestre et échevins établit la liste complémentaire des électeurs étrangers. Il se recommande de prévoir que les électeurs étrangers doivent introduire leur demande au plus tard la veille du jour où la liste des électeurs est établie, c'est-à-dire le dernier jour du troisième mois qui précède celui de l'élection.

Article 2.

A l'alinéa 2 de cet article, il y a lieu de remplacer les mots "dans l'arrondissement électoral où elle a sa résidence électorale" par les mots "dans la commune où elle a sa résidence principale".

D'autre part, il convient de supprimer les mots "conformément à l'article 10". En effet, suivant la phrase liminaire de l'article 2, l'article 10 ne s'applique pas audit article.

Article 10.

Il est proposé de diviser cet article comme suit :

- l'alinéa 1er reprendrait l'alinéa 1er du projet;
- l'alinéa 2 comprendrait la première phrase de l'alinéa 2 en projet, mais en supprimant les mots "Sans préjudice de l'article 11, en ce qui concerne les électeurs de Fourons et de Comines-Warneton";
- l'alinéa 3 comprendrait la deuxième phrase de l'alinéa 2 en projet;
- quant à l'alinéa 4, il est proposé de le rédiger comme suit :

"Les électeurs ayant leur résidence principale dans les communes de Fourons et de Comines-Warneton qui votent à Aubel et à Heuvelland appartiennent respectivement au collège français et au collège néerlandais";

- l'alinéa 5 reprendrait l'alinéa 4 en projet.

.../...

Article 11.

4

Il est proposé de diviser cet article en projet en trois paragraphes :

- le paragraphe 1er comprendrait l'alinéa 1er de l'article en projet;
- le paragraphe 2 serait formé des alinéas 2 et 4;
- le paragraphe 3 serait rédigé comme suit :

"§ 3. Vingt jours au moins avant celui des élections, les collèges des bourgmestres et échevins des communes de Fourons et de Comines-Warneton font, en outre, parvenir contre récépissé deux exemplaires de la liste des électeurs ... (la suite comme au projet).

Jusqu'au jour de l'élection, ils transmettent aux présidents des bureaux de vote visés à l'alinéa 1er, les décisions qui emportent inscription sur cette liste ou radiation de celle-ci".

.../...

Article 20.Alinéa 2.

Cet alinéa se réfère à l'article 116, alinéa 4, du Code électoral. Les dispositions de cet article sont en partie reproduites à l'article 21, § 2, alinéa 3, du projet. Il y a donc lieu d'omettre les mots "Sans préjudice des dispositions de l'article 116, alinéa 4, du Code électoral" et, si telle est l'intention des auteurs du projet, de compléter l'article 21, § 2, alinéa 3, en y introduisant les textes de l'article 116 qui n'y sont pas encore intégrés.

Alinéa 5.

De l'accord du fonctionnaire délégué, les mots "Aussitôt après l'expiration du délai cité" doivent être remplacés par les mots "Le soixante-cinquième jour qui précède celui de l'élection, à 12 heures".

Alinéa 6.

Il faudrait préciser, dans cet alinéa, le point de départ du délai de quatre jours dans lequel le tableau des sigles doit être publié au Moniteur belge.

Alinéa 8.

Il n'existe pas, dans la loi en projet, ni d'ailleurs dans le Code électoral, d'acte de protection du sigle.

.../...

Par conséquent, il convient, à l'alinéa 8, de remplacer les mots "L'acte de protection du sigle" par les mots "Le tableau des sigles protégés publié au Moniteur belge", et les mots "cet acte" par les mots "ce tableau".

Article 21.

Cet article n'est pas présenté suivant un ordre cohérent.

Il se recommande de récrire l'article en projet afin d'assurer plus de cohérence.

Il faudra aussi veiller à ce que les règles prévues dans l'article en projet soient formulées plus clairement et plus simplement.

§ 1er.

Suivant ce paragraphe de l'article 21 en projet, la présentation des candidats doit soit être signée par trois parlementaires belges, soit "par mille électeurs au moins inscrits dans chacune des cinq provinces".

Une telle rédaction est équivoque. On peut, en effet, se demander s'il faut au moins mille électeurs répartis sur les cinq provinces ou si, au contraire, il faut au moins mille électeurs par province, c'est-à-dire au moins cinq mille électeurs.

.../...

Selon les déclarations du fonctionnaire délégué, il faut retenir la seconde hypothèse; le texte du paragraphe devrait, dès lors, être précisé sur ce point.

§ 2, alinéa 6.

Le début de cet alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"L'acte d'acceptation de la candidature consiste en une déclaration ... (la suite comme au projet)".

Article 22.

Alinéa 2.

L'alinéa 2, 4°, de cette disposition suivant laquelle la condition d'éligibilité mentionnée à l'article 41, 3° (être d'expression française ou allemande ou être d'expression néerlandaise) doit être remplie au plus tard au moment de la remise des actes de présentation, est superflu, cette précision étant déjà donnée dans l'article 21, § 2, alinéa 6, et dans l'article 41, 3°, du projet.

Article 41.

Pour les raisons exposées à propos de l'article 22 en projet, le dernier alinéa du 3° de l'article 41 en projet doit être omis.

De Raad van State, afdeling wetgeving, bepaalt zich vanwege de korte termijn waarover hij beschikt tot het maken van de navolgende algemene opmerkingen en verwijst daarbij voor het overige naar de adviezen die zijn uitgebracht omtrent het wetsontwerp dat de wet van 16 november 1978 (1) geworden is en omtrent het wetsontwerp waaruit de wet van 27 februari 1984 is ontstaan (2).

1. De wet van 16 november 1978 betreffende de verkiezingen van het Europees Parlement gold alleen voor "de eerste rechtstreekse algemene verkiezingen van het Europees Parlement" (artikel 36). De wet van 27 februari 1984 was alleen van toepassing "voor de tweede algemene rechtstreekse verkiezing van het Europees Parlement" (artikel 48).

Volgens de memorie van toelichting is "het ontwerp enkel van toepassing op de eerstvolgende Europese verkiezingen". Anders dan in de twee voorgaande wetten staat die beperking niet in het bepalend gedeelte van het ontwerp. Het past alle twijfel weg te nemen omtrent de vraag of het ontwerp zodra het zal zijn aangenomen al of niet alle latere verkiezingen zal regelen totdat een eenvormige procedure voor alle Lid-Staten van de Europese Gemeenschappen in werking zal zijn getreden, in welke procedure voorzien wordt door artikel 7 van de Akte betreffende de verkiezing van de vertegenwoordigers in de vergadering door middel van rechtstreekse algemene verkiezingen, welke akte gevoegd is bij het besluit van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 20 september 1976 en goedgekeurd bij de wet van 28 maart 1978. Om tegemoet te komen aan de bedoeling van de Regering, wordt voorgesteld het ontwerp aan

.../...

(1) Kamer, zitt. 1977-1978, Gedr. St. nr. 195/1, blz. 5 tot 7.

te vullen met een bepaling die aanhaakt bij artikel 36 van de wet van 16 november 1978 en bij artikel 48 van de wet van 27 februari 1984.

2. Krachtens artikel 11 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen hebben de eerste verkiezingen van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad plaats op dezelfde dag als de verkiezingen voor het Europees Parlement.

De wet van 12 januari 1989 tot regeling van de wijze waarop de Raad voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest wordt verkozen bevat een aantal bijzondere bepalingen tot regeling van de gelijktijdige verkiezing van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad en het Europees Parlement (artikelen 22 tot 28).

Heel wat bepalingen van de ontworpen wet vallen evenwel niet precies samen met die waarin de voornoemde wet van 12 januari 1989 voorziet voor de verkiezing van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad.

Het staat aan de Regering en aan het Parlement om uit te maken of een grotere eenvormigheid niet wenselijk is.

3. De ontworpen wet neemt grotendeels de bepalingen over van de wet van 27 februari 1984 betreffende de verkiezing van het Europese Parlement.

In het onderhavige advies worden alleen die artikelen onderzocht die andere wijzigingen hebben ondergaan dan wijzigingen ter zake van termijn, vergeleken bij de overeenkomstige artikelen van de wet van 27 februari 1984.

Volgens de memorie van toelichting en de verklaringen van de gemachtigde ambtenaar zijn alleen de artikelen 1 tot 4, 10, 11, 16, 20 tot 22, 24, 30, 41 en 42 nieuw.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Paragraaf 1.

In het tweede lid behoren ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse tekst in de Franse tekst uitsluitend de woorden "au jour" te worden gebruikt, met uitsluiting van de woorden "à la date".

Deze opmerking geldt voor de overige artikelen waarin dezelfde bewoordingen worden gebruikt.

Paragraaf 2.

In de inleidende volzin behoren de woorden "ten voordele van Belgische lijsten" te worden vervangen door de woorden "ten voordele van kandidaten die op de Belgische lijsten staan".

In 1° van paragraaf 2 van hetzelfde artikel worden de woorden "werkelijke verblijfplaats" gebezigd.

.../...

Volgens de gemachtigde ambtenaar zijn dat de termen die door het departement van Binnenlandse Zaken plegen te worden gebezigd.

Volgens het koninklijk besluit van 18 maart 1981 dat het koninklijk besluit van 1 april 1960 betreffende het houden van de bevolkingsregisters heeft gewijzigd, zijn de woorden "gewoon verblijf" vervangen door het woord "hoofdverblijf". Eenvormigheidshalve verdient het dus aanbeveling het laatstvermelde woord te gebruiken.

Dezelfde opmerking geldt voor andere artikelen en inzonderheid voor het opschrift van afdeling II van hoofdstuk II, waarin de woorden "werkelijke verblijfplaats" worden gebruikt en voor artikel 5, tweede lid, 3°, waar de bewoordingen "gewoonlijk ... te verblijven" worden gebezigd.

+

Het voormelde artikel 8 van de Akte betreffende de verkiezing van de vertegenwoordigers in de vergadering door middel van rechtstreekse algemene verkiezingen bepaalt uitdrukkelijk dat "bij de verkiezingen van de vertegenwoordigers in de Vergadering niemand meer dan eenmaal zijn stem (mag) uitbrengen". Deswege moet worden geprobeerd oplossingen te vinden opdat een kiezer geen twee stemmen in twee verschillende Staten uitbrengt.

Voorgesteld wordt aanknoping te zoeken bij artikel 19, § 1, 3°, van de wet van 27 februari 1984 en artikel 17, § 1, 3°, te vervangen door de volgende tekst :

"een verklaring die de kiezer ... (zoals in het ontwerp) en waarin hij zich op zijn erewoord verbindt geen gebruik te maken van zijn stemrecht in de Lid-Staat waar hij verblijft, inzoverre hij dat recht heeft".

De woorden "het formulier" behoren te worden vervangen door de woorden "de verklaring". Daarenboven is het noodzakelijk in artikel 1, § 3, aan te geven dat de straf niet alleen geldt voor Belgen die tweemaal in België zouden hebben gestemd, maar ook voor Belgen die in het buitenland stemmen en een tweede maal in België.

Deze precisering zou in de tekst zelf ingeschreven moeten worden.

De tekst onder 1° b, van dezelfde paragraaf doelt op de personen die vrijgesteld zijn van inschrijving. Het zou duidelijker zijn in de memorie van toelichting aan te geven welke personen voor zulk een vrijstelling in aanmerking komen.

In de tekst onder d) van dezelfde paragraaf wordt bepaald dat de onderdanen van de andere Lid-Staten van de Europese Gemeenschap, als zij het voorwerp geweest zijn van een veroordeling of een beslissing uitgesproken door een buitenlands gerecht, uitsluiting of schorsing van stemrecht oplopen.

.../...

Bij die bepaling rijst allereerst de vraag wat onder "buitenlands gerecht" behoort te worden verstaan. Het zou immers kunnen gaan ofwel enkel en alleen om beslissingen gewezen door gerechten van landen die lid van de EEG zijn ofwel om beslissingen uitgesproken door gerechten van andere, niet tot de EEG behorende landen.

De tekst dient op dat punt verduidelijkt te worden.

Anderdeels doelt de tekst van het tweede lid onder e) op de beslissing van een buitenlands gerecht die uitvoerbaar is in België. Beslissingen uitgesproken in landen die met België gebonden zijn door internationale overeenkomsten, zijn van ambtshalve uitvoerbaar. Voor landen die niet door een overeenkomst met België gebonden zijn, is dat niet het geval; de in het buitenland gewezen beslissing moet dan, wil ze in België uitvoerbaar zijn, eerst executoriaal worden verklaard.

Bovendien zijn de beslissingen van in het buitenland gevestigde strafgerechten in beginsel niet uitvoerbaar in België.

Ook op dat stuk zou verduidelijking moeten worden gegeven, zoniet in de tekst zelf dan toch in de memorie van toelichting.

Tenslotte voorziet het ontwerp niet in enig controlemiddel om na te gaan of de onderdanen van een andere Lid-Staat al dan niet het voorwerp zijn van een veroordeling of een beslissing uitgesproken door een buitenlands gerecht.

Artikel 13 van het Kieswetboek organiseert ten aanzien van Belgische beslissingen een systeem van verificatie door de burgemeester maar voor beslissingen uitgesproken door een buitenlands gerecht is niet voorzien in enige procedure, zodat de verificatie van eventuele beslissingen of veroordelingen door gerechten van vreemde landen uitgesproken ten aanzien van vreemdelingen die zich in België bevinden en die geroepen zouden zijn om deel te nemen aan de verkiezing van het Europees parlement, op zijn minst gezegd een moeilijke zaak zal zijn.

Volgens de tekst onder 2°, e) van dezelfde paragraaf moet de vreemde onderdaan een aanvraag bij het gemeentebestuur indienen uiterlijk de eerste dag van de tweede maand vóór de verkiezing. Nu is het ingevolge artikel 4 precies op dezelfde dag dat het college van burgemeester en schepenen de aanvullende lijst van de buitenlandse kiezers opmaakt. Het verdient aanbeveling te bepalen dat de buitenlandse kiezers hun aanvraag moeten indienen uiterlijk daags voordat de kiezerslijst wordt opgemaakt, dat wil zeggen dat laatste dag van de derde maand voorafgaand aan die van de verkiezing.

Artikel 2.

In het tweede lid van dat artikel moeten de woorden "in het arrondissement waar hij zijn kiesverblijfplaats heeft" vervangen worden door de woorden "in de gemeente waar hij zijn hoofdverblijf heeft".

Anderdeels moeten de woorden "overeenkomstig artikel 10" vervallen. Volgens de inleidende volzin van artikel 2, is artikel 10 immers niet toepasselijk op het genoemde artikel.

Artikel 10.

Voorgesteld wordt dit artikel in te delen als volgt :

- in het eerste lid zou het eerste lid van het ontwerp worden opgenomen;
- het tweede lid zou bestaan uit de eerste volzin van het ontworpen tweede lid, maar met weglating van de woorden "Onverminderd artikel 11, wat de kiezers van Voeren en Komen-Waasten betreft";
- het derde lid zou bestaan uit de tweede volzin van het ontworpen tweede lid;
- voor het vierde lid wordt de volgende lezing voorgesteld :

"De kiezers met hoofdverblijf in de gemeenten Voeren en Komen-Waasten die te Aubel en te Heuvelland stemmen, behoren onderscheidenlijk tot het Franse en tot het Nederlandse college";

- in het vijfde lid zou het ontworpen vierde lid worden overgenomen.

Artikel 11.

Voorgesteld wordt dit artikel in te delen in drie paragrafen :

- paragraaf 1 zou bestaan uit het eerste lid van het ontworpen artikel;

- paragraaf 2 zou bestaan uit het tweede en het vierde lid;
- paragraaf 3 zou als volgt geredigeerd worden :

"§ 3. Ten minste twintig dagen vóór de verkiezing doen de colleges van burgemeesters en schepenen van de gemeenten Voeren en Komen-Waasten bovendien tegen ontvangstbewijs twee exemplaren van de lijst van de alfabetisch gerangschikte kiezers toekomen aan de ... (voorts zoals in het ontwerp).

Tot op de dag van de verkiezing zenden zij aan de voorzitters van de in het eerste lid bedoelde stem-bureaus de beslissingen toe die inschrijving op of afvoering van die lijst meebrengen".

Artikel 20.

Tweede lid.

Dit lid verwijst naar artikel 116, vierde lid, van het Kieswetboek. De bepalingen van dat artikel worden ten dele overgenomen in artikel 21, § 2, derde lid, van het ontwerp. De woorden "Onverminderd de bepalingen van artikel 116, vierde lid van het Kieswetboek" moeten dus vervallen en, als dat de bedoeling van de stellers van het ontwerp is, moet artikel 21, § 2, derde lid, aangevuld worden door opneming van de daarin nog niet in verwerkte tekstgedeelten van artikel 116.

.../...

Vijfde lid.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat de woorden "Onmiddellijk na het verstrijken van de genoemde termijn" vervangen moeten worden door de woorden "De vijfenzestigste dag vóór de verkiezing, om 12 uur".

Zesde lid.

In dit lid zou duidelijk moeten worden gesteld wat het uitgangspunt is van de termijn van vier dagen waarbinnen de tabel van de letterwoorden in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt moet worden.

Achtste lid.

Er bestaat noch in de ontworpen wet noch elders in het Kieswetboek een akte tot bescherming van het letterwoord.

In het achtste lid moeten de woorden "De akte tot bescherming van het letterwoord" bijgevolg vervangen worden door de woorden "De in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakte tabel van de beschermde letterwoorden" en de woorden "die akte" door "die tabel".

Artikel 21.

Dit artikel is niet erg samenhangend ingericht.

Het zou herschreven moeten worden om er meer samenhang in te brengen.

Er zal ook gezorgd moeten worden voor een duidelijker en eenvoudiger formulering van de regels die erin neergelegd zijn.

§ 1.

Volgens die paragraaf van het ontworpen artikel 21 moet de voordracht van kandidaten ondertekend zijn ofwel door drie Belgische parlementsleden ofwel door "minstens duizend kiezers ingeschreven in elk van de vijf provincies".

Die formulering is dubbelzinnig. Men kan zich namelijk afvragen of er ten minste duizend, over de vijf provincies verdeelde kiezers moeten zijn of, integendeel, ten minste duizend kiezers per provincie, dat wil zeggen ten minste vijfduizend in totaal.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, moet de eerste onderstelling worden aangehouden; de tekst van de paragraaf zou dan ook op dat punt verduidelijkt moeten worden.

§ 2, zesde lid.

Het begin van dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De akte van bewilliging van de kandidaatstelling bestaat in een ondertekende schriftelijke verklaring die ... (voorts zoals in het ontwerp).

.../...

Artikel 22.Tweede lid.

Het tweede lid, 4°, van die bepaling, volgens hetwelk aan de in artikel 41, 3°, vermelde verkiesbaarheidsvereiste (frans- of duitstalig zijn of nederlandstalig) voldaan moet zijn uiterlijk op het ogenblik van de indiening van de voordrachtsakten, is overbodig want die verduidelijking is al gegeven in artikel 21, § 2, zesde lid, en in artikel 41, 3°, van het ontwerp.

Artikel 41.

Om de redenen aangegeven in verband met het ontworpen artikel 22 behoort het laatste lid van de tekst onder 3° van het ontworpen artikel 41 te vervallen.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

C.-L. CLOSSET,
J.-C. GEUS,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. Y. KREINS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. KREINS, auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.